



RÉNDU EXÉCUTOIRE LE

**12 JAN. 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 086-228600011-20221227-23\_A\_SE\_0064-AR

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0064**

du **27 DEC. 2022**

Portant fixation du tarif hébergement  
pour l'année 2023 de l'EHPAD « La Chèze  
d'Or » de Latillé géré par le CCAS de Latillé

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au budget primitif départemental 2023 ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté conjoint ARS/DGAS n°2017-A-DGAS-DHV-SE-0118 du 11 janvier 2018 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD "La Chèze d'Or" à Latillé et fixant sa capacité totale à 62 lits d'Hébergement Permanent ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2015-A-DGAS-DHV-SE-0204 du 14 décembre 2015 portant habilitation totale à l'aide sociale à l'hébergement de l'EHPAD "La Chèze d'Or" à Latillé ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M) entre le CCAS de Latillé, gestionnaire de l'EHPAD "La Chèze d'Or", l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine et le Président du Conseil Départemental de la Vienne pour la période 2022-2026 en cours de signature ;

CONSIDERANT l'absence de dépôt de budget prévisionnel 2023 de l'EHPAD et de procédure contradictoire budgétaire compte tenu du Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) en cours de signature pour la période 2022-2026 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

.../...

**ARRETE :**

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221227-23\_A\_SE\_0064-AR

**ARTICLE 1 :** Le tarif hébergement journalier applicable aux résidents de plus de 60 ans accueillis à l'EHPAD « La Chèze d'Or » de Latillé est fixé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à :

**58,14 €**

**ARTICLE 2 :** Le tarif journalier applicable aux résidents de moins de 60 ans, comprenant une part hébergement et une part dépendance, s'élève, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à :

**72,70 €**

La part hébergement est identique à celle des résidents de plus de 60 ans et la part dépendance s'élève à 14,56 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 comme notifié dans l'arrêté de tarification dépendance 2023 de l'établissement.

**ARTICLE 3 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

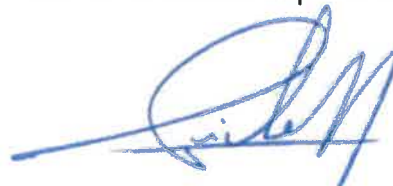
En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **27 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON